



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

PAS DE TRÊVES POUR LES LUTTES, PAS DE CADEAUX POUR MACRON ENSEMBLE POUR LA JUSTICE SOCIALE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

21 DÉCEMBRE 2018

LA LUTTE CONTINUE...

Le gouvernement et les médias aux ordres ont beau jeu de nous dire que les manifestations étaient en baisse samedi dernier. La manipulation va jusqu'à aller trafiquer une photo de pancarte de manifestant, comme l'a fait FR3. Pour l'instant, l'absence de perspectives sérieuses de la part des directions syndicales n'aide pas le mouvement à aller plus loin. La brutale répression policière, les arrestations arbitraires et le recours systématique à la violence, a aussi dissuadé une partie de ceux et celles qui se mobilisaient de manifester à Paris. Mais en aucun cas ce ne sont pas les miettes annoncées par Macron qui mettront fin à la colère.

... ET LA JEUNESSE PREND LE RELAIS

Au contraire, la jeunesse scolarisée est maintenant entrée en scène. Des centaines de lycées ont été bloqués, de même que des facs, avec des assemblées générales réunissant des milliers d'étudiant(e)s. Leurs revendications portent contre la sélection à l'université mise en place par « Parcoursup » et la hausse des frais d'inscription pour les étudiants et étudiantes non issus de l'Union Européenne.

Alors que l'extrême droite veut surfer sur le mouvement de colère pour diviser les classes populaires, la jeunesse porte au contraire un combat pour l'égalité et l'unité de tous ceux et celles qui subissent la dégradation de leurs conditions actuelles et de leur futur !

PAS DE RICUPERATION DE NOS REVENDEICATIONS

Certains dirigeants auto-proclamés des Gilets jaunes mettent en avant dans les médias la revendication du « référendum d'initiative

citoyenne » (RIC). Il est bien légitime de nous défier des politiciens qui n'ont jamais connu nos conditions de travail et de vie. Une grande aspiration démocratique s'exprime, pour que celles et ceux d'en bas puissent décider. Mais pour les partis institutionnels et le gouvernement, le RIC serait une nouvelle forme de référendum pour faire croire à la population qu'elle décide. Et surtout nous détourner une fois de plus vers les urnes. Ne soyons pas dupes : face à la société capitaliste, il n'y a pas de solutions « institutionnelles ». La lutte est l'arme la plus efficace.

Pour décider, il faut avoir accès aux données permettant de faire des choix : en ouvrant les livres de compte des entreprises, en levant le secret bancaire et commercial, en ayant la possibilité de contrôler l'activité des élus et de les révoquer, en ayant les moyens d'organiser des discussions et des prises de décision démocratiques, en mettant en cause le pouvoir patronal dans les entreprises.

C'est nous qui faisons tourner l'économie. Et si nous cessons le travail, nous pouvons alors la bloquer. Par la grève, nous montrons que ce sont les capitalistes qui ont besoin de nous, pas l'inverse !

Le gouvernement est aux abois, sa politique antisociale est contestée. Macron est fragilisé : il doit dégager. Nous avons la légitimité et la force du nombre.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



SMIC : MENSONGE A 100 BALLE

Macron a annoncé 100€ d'augmentation du SMIC, « sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur ». Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes. Le taux horaire du SMIC ne sera pas augmenté, seulement la « prime d'activité » payée par la CAF (nos prestations sociales) : 20€ étaient déjà prévus en janvier et 60€ d'ici 2021. Le SMIC exonéré de cotisations sociales plus 60€ versés par anticipation et le tour est joué : 0€ de plus que prévu. Mais 55% des smicards ne la toucheront pas : il y a des critères (situation familiale, revenus du conjoint, APL...). Et comme c'est une prestation sociale et non du salaire, ça ne compte pas pour la retraite... Une arnaque sans nom !

SUPER,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RENAULT !

Avant son arrestation, Carlos Ghosn avait salué « la remarquable contribution de Marc Ladreit de Lacharrière ». Ce responsable au CA des rémunérations de 2002 à 2018 vient d'être condamné à 8 mois avec sursis pour l'emploi fictif de Pénélope, la femme de son copain François Fillon. Quant au président du CA, toujours PDG, il reste en prison.

CONTRE LES JEUNES MOBILISÉS LA POLITIQUE DE LA TERREUR

Entre la matraque et l'humiliation infligée à des dizaines de jeunes forcés de se mettre à genoux, le gouvernement ne lésine pas sur les moyens pour tenter d'étouffer dans l'œuf un mouvement lycéen naissant. Dans les lycées professionnels d'abord ; contre une adaptation des études aux besoins du patronat ; et contre une diminution des horaires d'enseignement aboutissant à des diplômés dévalorisés et plus de difficultés pour la poursuite d'études après le bac.

En écho avec la dénonciation de la réforme Parcours Sup qui a instauré la sélection à l'entrée à l'université. Dans les autres lycées, la contestation porte aussi sur la réforme du bac.

Avec des établissements qui ne pourront pas offrir tous une large palette d'options, et une grande part de contrôle continu dans les épreuves du bac, le risque est de remettre en cause le caractère national de ce diplôme, pénalisant les élèves issus des lycées les moins « prestigieux ». En usant sauvagement de la matraque contre les jeunes mobilisés, Macron ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

POUR LES SALAIRES, LES RETRAITES, LES ALLOCATIONS : PRENDRE L'ARGENT OÙ IL EST

Il paraît qu'il n'y a pas de marges pour les salaires dans les entreprises. En tous cas dans certaines il y en a. Les 40 plus grandes, celles du CAC 40, auront versé en 2018 près de 47 milliards à

leurs actionnaires. 47 milliards : de quoi créer plus d'un million d'emplois correctement payés. ou l'équivalent d'une augmentation de 300€ pour plus de 10 millions de salariés.

Il paraît qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses pour les retraites, les allocations, les services publics. Cela n'empêche pas Macron de faire pleuvoir des cadeaux par milliards.

Des milliards pour les plus riches avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et le plafonnement des impôts sur les revenus de placement financiers.

Des milliards pour les entreprises au travers des baisses de cotisations sociales et d'impôts. Juste un exemple : le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) dont bénéficient les entreprises va en 2019 priver le budget de l'Etat de 40 milliards. En pure perte car le cadeau ne s'accompagne d'aucune obligation en matière d'emploi.

CARLOS, RENDS-NOUS NOTRE ARGENT !

Carlos Ghosn reste emprisonné au Japon pour avoir dissimulé 35 millions d'€ de rémunérations chez Nissan et pour avoir détourné 30 millions d'€. Avec 45 000 € par jour, il a dû trouver qu'il ne gagnait pas assez ! Une « enquête interne » est paraît-il en cours pour s'assurer que ses turpitudes ne se sont pas aussi produites chez Renault. Confiée à l'équipe dirigeante, ses résultats ne seront pas publics. En attendant, notre PDG continue à toucher ses millions d'euros sur toute l'année 2018.

Du pognon il y en a, mais les salaires restent bloqués au Mans, et partout ailleurs dans le groupe. Assez d'être « pris pour des cons » ! Et si on rejoignait tous ceux qui relèvent la tête pour exiger notre dû, des augmentations de salaires ?

FORD, UN SCANDALE D'ÉTAT

Ford, qui fait des milliards de profits, refuse la reprise de l'usine de Blanquefort par Punch. Tant pis pour les 870 emplois et 3000 emplois induits. Le ministre de l'Économie crie à la « trahison » et dénonce le mépris de Ford, qui refuse de lui répondre au téléphone. Des millions d'euros d'argent public ont été versés à Ford depuis 1974. Cette impuissance est le résultat de choix politiques qui consistent à laisser une totale liberté aux multinationales capitalistes. C'est tellement facile de fermer une usine et de licencier, que Ford y va franco. Comme le dit Philippe Poutou, ouvrier dans cette usine, « Ford se fout de la gueule du monde depuis des années ». Alors, au vu des millions d'argent public et de profits réalisés sur le travail des salariéEs depuis plus de 40 ans, cette usine devrait être réquisitionnée en tant que bien public, à gérer par celles et ceux qui y travaillent.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63
 Nouveau Parti Anticapitaliste 72